

Libre parole et intérêts bien compris : la presse régionale vue par ses lecteurs

Comment les lecteurs de la presse régionale perçoivent-ils la parole des journalistes qui s'adressent à eux ? Le journal local est-il neutre, pas assez libre, ou... trop libre ?

*Loïc Ballarini,
docteur en Sciences de l'information et de la communication*

Complexe lorsqu'on l'aborde avec ceux qui écrivent ou publient l'information, la question de la liberté de parole des journalistes l'est également du point de vue des lecteurs de la presse. Les entretiens que j'ai conduits sur les rapports des récepteurs aux médias locaux montrent une situation contrastée. La neutralité des journaux locaux est louée, en même temps que la collusion des journalistes avec les pouvoirs est critiquée, tandis qu'à l'inverse, leur trop grande liberté de ton provoque parfois des grincements de dents. Au-delà de la conception idéale du journal comme miroir du débat local et animateur d'un espace public ouvert, se dessine un champ de tensions où les intérêts partagés ou opposés des journalistes et de leurs lecteurs déterminent une grande part de la position de ces derniers à l'égard de la presse¹.

« Il est bien fait, ce journal »

Dans le paysage de l'information régionale, la presse est jugée de manière globalement très positive : les journaux sont « bien faits », neutres, couvrent largement le territoire dont ils n'oublient aucune commune, aussi petite fût-elle. Mieux : la concurrence entre régionaux² oblige chaque titre à la vigilance et tire vers le haut la qualité générale de la presse locale. Encore mieux : les journalistes semblent à la fois disponibles et compréhensifs. Disponibles pour faire connaître à leur lectorat la naissance d'une association ou d'un collectif militant ; compréhensifs en couvrant régulièrement les manifestations organisées par les enseignants et la direction d'un collège classé en

1 Le terrain analysé dans cet article est constitué d'entretiens semi-directifs avec des lecteurs de la presse régionale habitant dans le Pays de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), réalisés début 2007 dans le cadre de ma thèse : *L'espace public au-delà de l'agir communicationnel. Quatre renversements de perspective pour sortir des impasses du modèle habermassien*, thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication (consultable en ligne : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00573282/fr/>).

2 La presse régionale compte dans le Pays de Saint-Brieuc deux quotidiens (*Ouest-France* et *Le Télégramme*) et un hebdomadaire (*Le Penthièvre*).

Zone d'éducation prioritaire, tout en veillant à ne pas alimenter les clichés et préjugés qui circulent sur cet établissement.

À première vue en tout cas, la presse régionale bretonne paraît donc remplir en tout point le rôle à la fois pratique et démocratique qu'elle revendique et que ses lecteurs lui reconnaissent. Proposant une information riche, dense et respectueuse des personnes, même celles qui sont mises en cause dans des affaires judiciaires, elle répond aux attentes de ses lecteurs. Et ce, quel que soit l'usage qu'ils en ont, de l'agent d'assurance qui feuillette chaque matin son journal pour prendre connaissance des titres et, éventuellement, noter quelque nouvelle concernant un de ses clients, au couple de retraités dont il constitue la source principale d'informations locales comme nationales ; de l'étudiante qui le consulte au restaurant universitaire, attentive aux articles concernant son futur métier, à la serveuse qui l'achète tous les jours mais n'y apprend rien qu'elle ne sache déjà ; de la militante qui y recherche la trace d'événements dont elle a eu connaissance par ailleurs à tous ceux et celles qui s'en servent pour planifier leurs sorties du week-end.

S'il fallait fournir une preuve concrète de cette satisfaction générale envers la presse régionale, c'est sans aucun doute la fidélité au (très) long cours de ses lecteurs que l'on retiendrait. Une fidélité d'autant plus remarquable qu'elle est paradoxale, puisque la lecture d'un régional n'est la plupart du temps pas le résultat d'un choix objectif, mais plutôt un « héritage » familial : on lit le journal que lisaient ses parents. Malgré ce non-choix, très majoritaire, malgré la présence de deux quotidiens, les habitudes de lecture persistent et ont même tendance à se renforcer au cours de la vie. Bien que cela soit possible en Côtes-d'Armor, il est extrêmement rare de quitter *Ouest-France* pour *Le Télégramme*, ou l'inverse. Et les réponses à la question « Depuis combien de temps lisez-vous votre journal ? » commencent par : « Depuis longtemps ». Et il n'est pas rare que ce « longtemps » se mesure en décennies.

Une opinion plus contrastée dans les détails

Mais on sait bien que le diable se niche dans les détails. Dès qu'on cesse d'envisager le journal dans sa globalité, dès qu'on ne le considère plus comme une entité mais comme un regroupement d'individualités, pointent en effet les premières critiques. Collection d'individus travaillant pour lui, le journal reflète plus ou moins bien la vie locale selon les qualités propres de celui auquel tel ou tel article a été confié. Les lecteurs installés depuis de nombreuses années dans la même commune, ceux qui ont déménagé au sein de sa zone de couverture ou qui ont affaire régulièrement à lui pour des raisons associatives, militantes ou professionnelles, connaissent ou ont connu plusieurs correspondants locaux ou journalistes. Cette expérience, qui passe par la

lecture de leurs articles, mais aussi par des relations de personnes, en particulier dans le cas des correspondants locaux, leur donne une certaine compréhension, souvent intuitive mais parfois très développée, du fonctionnement du journal, qui les autorise si ce n'est à juger, du moins à comparer.

Sans surprise, c'est quand les lecteurs repèrent une erreur dans leur journal que ce type de comparaison et de relativisation de sa qualité se produit. Il peut s'agir d'une forme d'erreur d'aiguillage, conduisant par exemple à annoncer un spectacle dans la mauvaise commune ; d'une confusion mettant les propos de l'un dans la bouche de l'autre ou inversant les légendes des photographies ; ou encore d'une étourderie qui écorche un nom ou une date. Même s'ils les remarquent, et les signalent parfois à leur correspondant local, les lecteurs sont indulgents avec ces erreurs considérées comme minimales. La réaction est souvent de l'ordre du « cela peut arriver à tout le monde », et la faute est pardonnée si l'erreur est corrigée dans une édition suivante. Pas de quoi ébranler la confiance dans le journal.

Mais il est aussi des critiques générales, aux conséquences plus importantes dans la relation entre le journal et ses lecteurs. D'abord les manques : le journal accorde trop de place au football et pas assez aux autres sports ; il délaisse les centres d'intérêt de la jeunesse. Ensuite la paresse : le journal se contente trop souvent de couvrir les « événements » auxquels il est convié, ne cherchant ni à sortir des sentiers battus de la conférence de presse, de la fête champêtre et de l'assemblée générale, ni à approfondir ou à développer un aspect inédit d'un de ses multiples marronniers (vœux, galettes des Rois, cérémonies militaires...). Il y a enfin la collusion avec les pouvoirs locaux, qu'ils soient économiques ou politiques. Qu'un lecteur soit témoin de l'intervention du maire auprès de la principale du collège après publication d'un article critique rédigé par des élèves lors d'une Semaine de la presse, ou qu'il constate que la couverture d'une manifestation sportive change d'une année sur l'autre en fonction de la publicité achetée par l'organisateur à l'un des quotidiens, et c'est une partie de son capital confiance que perd le journal.

La liberté de la presse, un mal nécessaire ?

Dans ces critiques, souvent argumentées avec beaucoup de détails, émergent des éléments ayant trait à la liberté de parole des journalistes. Pour en reconnaître la nécessité, certes. Mais également pour en regretter ce qui s'apparente à des dérives... « *La liberté de la presse, c'est quand même quelque chose de très très fort* », déclare ainsi un syndicaliste, manière de dire qu'il n'est pas question d'y toucher. Mais c'est pour préciser immédiatement qu'« *il y a des moments où on est plutôt content, quand ce qu'ils passent nous fait plaisir, quand on voit son sigle sur la photo, ça va. Et puis quand*

on ne le voit pas, on est en colère, ce qui est tout à fait normal. » C'est la dialectique de la normalité et de l'anormalité supposées des comportements journalistiques qui est en jeu. Ici, le rôle principal de la presse serait de servir de relais entre des groupes particuliers (syndicats, associations, partis politiques...) et le grand public. Sans couper les communiqués transmis, et en mettant en valeur les forces constituées que représentent ces groupes. Si l'on peut aisément comprendre l'intérêt d'un syndicaliste à promouvoir ce modèle³, on comprend tout aussi bien qu'il ne plaise guère aux journalistes, dont une des raisons professionnelles d'être est la sélection et la hiérarchisation des informations. Il y a, en ce cas, un véritable conflit d'intérêts, au sens littéral du terme : s'il est « *tout à fait normal* » d'être « *en colère* » quand un journal n'a pas eu le comportement qui nous aurait « *fait plaisir* », c'est bien que la liberté de la presse est un problème, puisqu'elle peut conduire à modifier, relativiser ou ignorer le message que l'on souhaitait transmettre en direction des lecteurs.

Un peu trop prompt à manier le ciseau, la presse régionale est aussi critiquée pour son penchant de plus en plus affirmé vers le sensationnalisme. Titres accrocheurs qui ne correspondent pas au contenu des articles, insistance sur les aspects les plus négatifs, mises en cause des services municipaux qui démontrent surtout la méconnaissance qu'en ont les journalistes... La liste est suffisamment longue pour que le secrétaire général d'une mairie de 12 000 habitants ait conçu un « *sentiment d'injustice* » à l'égard de la presse locale : « *J'ai un peu le sentiment que les journalistes se paient à pas cher la gueule des gens qui sont les mains dans le cambouis.* » Quand la liberté de la presse sert de paravent au détournement du sens des événements, on n'est pas loin de la manipulation. Gardons-nous cependant de céder à notre tour à la caricature facile. Ce qui s'exprime ici, c'est à nouveau une tension entre des intérêts contradictoires : ceux du fonctionnaire, qui entend protéger l'honneur et asseoir la respectabilité de sa fonction, et ceux du journaliste qui, dans sa mise en scène d'une réalité, doit en présenter les contradictions et les enjeux tout en la rendant attractive pour le public.

Il n'entre évidemment pas dans les ambitions de ce court article de présenter un panorama exhaustif de la perception par les lecteurs de la liberté de parole des journalistes. Les exemples donnés, issus d'une recherche qualitative, n'ont pas non plus de prétention représentative. Ils permettent en revanche de pointer des aspects rarement pris en considération dans les études sur le journalisme. D'abord, en mettant l'accent sur les lecteurs, trop souvent oubliés et pourtant incontournables. Ensuite, en invitant à se défaire d'une vision irénique de l'espace public dans lequel la presse

3 Ce modèle est celui qui correspond à la conception « participative » de la démocratie, et à l'idéaltype « forum-agera » du rôle de la presse, tels que décrits par Jacques Le Bohec dans *Les rapports presse-politique : mise au point d'une typologie « idéale »*, L'Harmattan, 1997.

n'aurait qu'une fonction d'animatrice neutre des débats, de la circulation des idées et des nouvelles. Il existe une relation complexe entre l'institution qu'est le journal, l'individu inséré dans un champ social qu'est le journaliste, les « faits » qu'il a à expliquer et éventuellement commenter, les autres individus, insérés dans d'autres champs sociaux aux règles de fonctionnement différentes, qu'il rencontre pour lui parler de ces faits, et ceux qui lisent ses productions. Cette relation doit être envisagée comme un ensemble de tensions, un champ d'intérêts croisés souvent contradictoires et dont l'analyse gagne non pas à les opposer de manière binaire, mais à les articuler les uns aux autres. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra comprendre et expliquer pourquoi ce qui apparaît comme une liberté évidente, une règle professionnelle ou un impératif structurel peut être perçu comme une simplification abusive ou une injustice, et pourquoi, inversement, la critique et la défiance ne relèvent pas uniquement du dogmatisme, mais peuvent également venir de lecteurs fidèles parfois submergés par l'incompréhension.